



L'avenir du secteur énergétique nous concerne tous !

Notre région, comme notre pays subit un contexte de crise sanitaire, sociale économique, démocratique et environnementale dramatique et inédit. La période ne doit-elle pas nous inviter à tirer des leçons, admettre les carences et les échecs de nombreuses politiques libérales ? N'avons-nous pas des enjeux sociaux et climatiques colossaux devant nous ? Car cette crise sanitaire aura mis en avant la fragilité des services publics, de nombreux secteurs industriels et économiques et par conséquent de l'emploi.

C'est le cas du secteur de l'énergie qui est en proie à de grands mouvements destinés à détruire purement et simplement le service public de l'électricité et du gaz. Nous parlons des projets de scission des entreprises Hercule pour EDF et Clamadiou pour ENGIE, ayant comme unique objectif de les adapter à la financiarisation de marchés. Derrière les discours "nous n'avons pas d'autres choix" ! Nous ne pouvons que constater que nous payons déjà au prix fort, le fruit de 20 ans de politique et de loi visant à casser le secteur énergétique national. Plus de 60 % sur le prix de l'électricité et 80 % sur le gaz.

Sous les prétextes des effets de la crise ou d'impérieuses volontés européennes, nous vous alertons sur les conséquences de ces transformations qui seront gravissimes pour les territoires, les activités économiques et les usagers. Elles impacteront également les principaux objectifs affichés dans le plan de relance régional, que sont la transition écologique, la réindustrialisation, le soutien à l'emploi et à l'activité ainsi que la cohésion des territoires.

L'affaiblissement des opérateurs publics ont également, des effets dramatiques, tant pour l'indépendance et la souveraineté énergétique que pour la maîtrise de filières aussi stratégiques que celles qui touchent à l'énergie.

Du point de vue de la politique industrielle, si certaines entreprises majeures- comme SCHNEIDER - ont résisté au jeu des mises en concurrence visant le moins disant, d'autres - comme General Electric - paient un lourd tribut aux "jeux" de rachat. Rappelons que cette entreprise produit sur la région AURA, des turbines hydrauliques, du matériel haute tension, des alternateurs et nombre d'équipements électrotechniques.

PHOTOWATT, dernier fabricant européen de panneaux photovoltaïques, est victime d'une politique fiscale consistant à annuler les frais de douanes des panneaux importés. Cette industrie pourtant mise en avant pour la transition énergétique, laisse place à la production asiatique souvent moins chère, car moins regardante sur les normes, sur le droit du travail et sur des critères de CO2 dans la construction de ses équipements.

Nombreux sont ainsi les secteurs et les outils industriels, les emplois détruits ou délocalisés, sans réflexion stratégique pour préserver notre indépendance énergétique, les savoirs-faires nécessaires pour l'avenir en lien avec l'empreinte carbone associée.



./...

Communiqué de presse

Derrière ces conséquences sociales, économiques et environnementales, nous ne pouvons que constater l'échec total des politiques de transitions énergétiques, alors que des milliards d'aides publiques ont été distribués sans aucune contrepartie, ni contrôle, ni évaluation sur leur utilisation et leur utilité.

L'énergie est un bien commun vital pour les citoyens et l'économie, indispensable pour la transition écologique et pour agir contre les inégalités sociales et territoriales. La CGT salue les initiatives prises par les salariés et leurs syndicats pour stopper ces projets néfastes et pour porter l'exigence de la création un véritable service public de l'énergie.

Les Fédérations CGT de la Métallurgie et de Mines-Energies, avec le Comité Régional CGT AURA, appellent les syndicats de la filière énergétique, à un rassemblement régional **jeudi 18 février 2021 à 9h30 devant l'Hôtel de Région – 1 Esplanade François Mitterrand – Lyon 2^{ème}, avec un point presse à 10h00.**

Notre objectif est de faire connaître l'actualité dans le secteur de l'énergie qui n'est pas à dissocier des restructurations et des plans de licenciements en cours dans l'industrie et des suppressions d'emplois dans les services publics.

Nous exigeons que les différents plans de relance s'engagent pour la réindustrialisation de notre pays et de notre région en développant une stratégie incluant les enjeux d'une filière énergétique le maintien de l'emploi et des savoirs-faires, et prenant en compte les urgences sociales et environnementales.

Contacts presse :

Cédric THUDEROZ : 06.87.24.80.34

Fabrice FORT : 06.08.88.09.00

Agnès NATON : 06.40.19.91.01